

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722 av de Colmar  
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 26/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EAU47**

997 AVENUE DU DOCTEUR JEAN BRU  
47000 Agen

Références : PV/SM/UbD24-47/2025/172  
Code AIOT : 0003102500

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement EAU47 implanté ZI de Séguinot rte de Bordeaux 47600 Nérac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action de contrôle de sites utilisant du chlore gazeux, menée suite à des incidents survenus en France et en Italie impliquant ce produit dangereux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EAU47
- ZI de Séguinot rte de Bordeaux 47600 Nérac
- Code AIOT : 0003102500

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'usine de production d'eau potable de Séguinot, commune de Nérac, utilise du chlore gazeux en bouteille pour le traitement de l'eau. Le site, soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique, peut accueillir une quantité de chlore gazeux inférieure à 500kg. Il dispose à cet effet d'un local de stockage de type armoire chimique.

#### Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un véhicule particulier est stationné devant le local des bouteilles de chlore en service en dépit du panneau en signalant l'interdiction. L'accès des services d'intervention et de secours pourrait être gêné ou empêché. L'inspecteur invite vivement l'exploitant à prendre les dispositions garantissant l'accès permanent des services d'intervention aux bouteilles de chlore.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7	Sans objet
6	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3	Sans objet
7	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le changement d'exploitant effectué au bénéfice du syndicat EAU47 n'a pas été porté à la connaissance de Monsieur le préfet. Ce changement est à déclarer par cerfa n° 15273 (Formulaire 15273\*03). Cette procédure peut être réalisée en ligne sur le site "entreprendre.service-public.fr".

L'exploitant déclare ne plus stocker de chlore gazeux sur site. Seule la présence de deux bouteilles de 49kg a été constatée lors de la visite du 31 juillet 2025, lesquelles bouteilles sont en service pour le traitement de l'eau. Dans ces conditions, le seuil du régime de la déclaration fixé par la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) n'est pas atteint. Conséquemment, deux possibilités sont ouvertes à l'exploitant :

- s'il souhaite sortir du régime des ICPE, il en informe Monsieur le préfet par courrier et fait part à l'inspection des installations classées de ses éventuelles observations au projet d'arrêté de prescriptions spéciales joint au présent rapport ;
- s'il souhaite conserver la capacité d'accueil de chlore gazeux pour une quantité égale ou supérieure à 100kg mais inférieure à 500kg, il procède à la mise en conformité du site dans les délais fixés - et tel qu'il y est détaillé - dans les fiches de constats ci-dessous.

### **Le positionnement de l'exploitant sur le maintien ou la sortie de l'installation du régime des ICPE est attendu dans un délai de 15 jours.**

En l'absence de positionnement, un arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter des prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 sera proposé à Monsieur le préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Quantité de produits stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  - Vérification de la quantité totale maximale au regard de la quantité totale déclarée ; - Vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
<b>Constats :</b>  Le site dispose de deux bouteilles de chlore de 49kg - soit 98 kg -, lesquelles sont en service au sein du système de traitement de l'eau. Aucun stock n'est constaté sur site, l'exploitant déclare que les bouteilles sont livrées par paires pour remplacement des bouteilles en service. L'inspecteur rappelle à l'exploitant que le seuil du régime de la déclaration avec contrôle périodique de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) est fixé à 100kg de chlore gazeux.

Le site est doté d'un espace de stockage, et d'un chariot de manutention des bouteilles de chlore gazeux. L'exploitant déclare que ce stockage était destiné à l'approvisionnement d'autres sites de traitement, et qu'il n'est plus utilisé.

**Ce constat amène l'inspection à formuler la demande détaillée dans l'encart ci-dessous.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'inspection demande à l'exploitant de se positionner, dans un délai de 15 jours, quant au régime de classement du site selon les deux options ci-après.**

1. Dans le cas où, comme déclaré lors de la visite, l'exploitant souhaite limiter la quantité de chlore au sein de l'installation sous le seuil de 100kg, et ce de façon définitive, il informe le préfet de la sortie du site du régime des ICPE par courrier. Il fait en outre part à l'inspection des installations classées de ses éventuelles observations au projet d'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales joint au présent rapport, lequel projet d'arrêté propose de :

- acter la sortie du régime de la déclaration avec contrôle périodique ;
- fixer, conformément au II de l'article R.512-75-1 du code de l'environnement, les obligations en matière de cessation d'activité à appliquer au moment de l'arrêt de l'utilisation de chlore gazeux.

OU

2. Dans le cas où l'exploitant souhaite conserver une capacité d'accueil de chlore gazeux pour une quantité comprise entre 100kg et 500kg, il adresse à l'inspection des installations classées un justificatif de la réalisation d'un contrôle périodique par l'organisme agréé de son choix, dans le délai indiqué au point de contrôle n°2.

**Type de suites proposées : Sans suite**

## **N° 2 : Contrôle périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle périodique

**Prescription contrôlée :**

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un contrôle périodique par un organisme agréé.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 1.1.2 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008. La mise en conformité du site relève des deux options détaillées au point de contrôle n°1, dans l'encart "Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat".

**Dans le cas où l'exploitant souhaite conserver une capacité de stockage de chlore gazeux comprise entre 100kg et 500kg :**

- il signale ce choix à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel dans un délai de 15 jours ;
- il transmet un justificatif de ses démarches pour la réalisation d'un contrôle périodique par un organisme agréé dans un délai d'un mois ;
- dans un délais de 6 mois, il justifie de la réalisation d'un contrôle périodique par un organisme agréé.

A défaut, un arrêté préfectoral portant mise en demeure de réaliser un contrôle périodique sera proposé à Monsieur le préfet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Changement d'exploitant**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68

**Thème(s) :** Situation administrative, déclaration

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique.

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique.

**Constats :**

Le changement d'exploitant au bénéfice d'EAU47 n'a pas été porté à la connaissance du préfet.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article R 512-68 du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Déclarer le changement d'exploitant d'une ICPE soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique via le formulaire et/ou la procédure en ligne accessibles via [entreprendre.service-public.fr](http://entreprendre.service-public.fr).

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore. Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le rapport de contrôle du 04/03/2024 n°9144A/24/978.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
<b>Constats :</b>  Une armoire chimique de type "conteneur", dotée d'une rétention interne et d'évans de ventilation, est compartimentée pour l'accueil de bouteilles de chlore gazeux. Les mentions "vide" et "pleine" sont inscrites dans les compartiments. Aucune bouteille ne chlore gazeux n'est présente dans cette armoire le jour de la visite. Aucun dispositif ne permet de justifier que la température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 2.12 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Connaissance des produits - étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>ans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant présente la fiche de données de sécurité du chlore gazeux délivrée par son fournisseur.</p> <p>Les bouteilles de chlore en service sont étiquetées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Systèmes de détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent.</p> <p>Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection.</p> <p>Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est implanté à moins de 50 mètres de l'installation.</p>



**Constats :**

L'inspecteur n'a pas constaté la présence de détecteur de chlore gazeux dans l'armoire de stockage, ni dans le local des bouteilles en service. L'installation semble implantée à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Il revient à l'exploitant de s'assurer formellement que cette distance minimale est respectée, et le cas échéant, d'installer les détecteurs requis.

**Type de suites proposées :** Sans suite